



Quel modèle de développement pour le Maroc dans l'ère post coronavirus

Which development model for Morocco in the post corona virus era

ASSAAD IDRISSE Maha

Doctorante

L'Ecole Nationale De Commerce et de Gestion de Kenitra

L'université IBN TOFAIL

Laboratoire de recherche en science de gestion des organisations

Maroc

Maha.assaad94@gmail.com

OUDDA Yousra

Doctorante

L'Ecole Nationale De Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de recherche en science de gestion des organisations

yousraoudda@gmail.com

TAOUAB Omar

Directeur de l'Ecole Nationale De Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de recherche en science de gestion des organisations

taouabomar@yahoo.fr

Date de soumission : 21/04/2020

Date d'acceptation : 08/05/2020

Pour citer cet article :

ASSAAD IDRISSE M & al. (2020) «Quel modèle de développement pour le Maroc dans l'ère post coronavirus», Revue Internationale du chercheur «Volume 1 : Numéro 2» pp : 24 - 43

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3866482>



Résumé :

La crise sanitaire covid-19 a lourdement impacté l'économie mondiale, le royaume à son tour devrait faire face aux effets négatifs de la pandémie qui a chamboulé ses priorités et a mis à nu les défaillances de son modèle de développement. Aujourd'hui que la rénovation du modèle de développement économique et social est au centre de réflexion, une redéfinition des priorités et des choix stratégiques du royaume s'impose en vue de bâtir le Maroc de demain. Dans le présent papier nous avons estimé opportun d'analyser avec précision dans une première partie les premières retombées négatives du Covid-19 sur l'économie nationale, puis dans une deuxième partie, nous exposerons les mesures prises par les autorités en vue d'absorber les chocs induits par la pandémie et en dernière partie nous présenterons des choix stratégiques et des propositions à mettre en œuvre qui pourraient alimenter la réflexion générale sur le futur nouveau modèle de développement de manière qui permettra au Royaume de se remettre sur le chemin d'une croissance forte et inclusive et d'accéder aux rangs des pays avancés.

Mots- clés

Covid-19; le nouveau modèle de développement ; les retombées économiques ; le Maroc de demain ; les mesures des autorités.

Abstract:

The health crisis covid-19 has severely impacted the global economy, the kingdom in turn is expected to face the event of the negative effects of the pandemic, which has upset its priorities and exposed the shortcomings of its development model. Today, the renovation of the economic and social model of development is at the center of reflection, a redefinition of the priorities and strategic choices of the kingdom is essential in order to build the Morocco of tomorrow. In this paper we have considered it appropriate to analyze with precision in a first part the first fallout of Covid-19 on the national economy, then in a second part, we will describe the measures taken by the authorities with a view to absorbing the shocks induced by the pandemic and in the last part we will present strategic choices and proposals to be implemented which could feed the general reflection on the future new development model in a way that will allow the Kingdom to get back on the path of growth strong and inclusive and gain access to the ranks of advanced countries.

Keywords:

Covid-19; the new development model; economic benefits; the Morocco of tomorrow; authorities' measures.



Introduction.

Le royaume a déployé des efforts remarquables au cours de la dernière décennie afin d'accéder au club des pays développés à travers une panoplie de réformes profondes engagées par le gouvernement sous l'impulsion vigoureuse de S.M. La rénovation du Modèle de développement se trouve, aujourd'hui, à la croisée de ses nombreuses réformes.

Dans ce cadre, une commission spéciale chargée du modèle de développement a été désignée par S.M dont l'objectif est de tracer une feuille de route qui permettra au Maroc de réduire les inégalités sociales et territoriales, de réduire la masse de chômage et de surmonter l'insuffisance des richesses créées par notre économie, notamment le taux de croissance qui est bloqué autour de 3% en moyenne depuis des années.

Cependant, la crise sanitaire du corona virus impose la révision des choix économiques et par conséquent la reconsidération des priorités en matière de politiques publiques. Les efforts de tous les acteurs (public, privé, société civile) se sont orientés vers la recherche de solutions pour lutter contre cette pandémie et les moyens pour absorber les chocs induits par cette dernière.

En effet, nul doute que l'impact du COVID-19 sur l'économie marocaine semble présenter une récession certaine. Selon le Haut Commissariat au Plan, les prévisions concernant le second trimestre de l'année 2020 sont en nette baisse. Ainsi, le PIB va enregistrer une baisse de 1,8% durant les deux premiers trimestres contre une prévision initiale (sans effet coronavirus) était de 1,9% au premier trimestre et 2,1% au deuxième. En enchaînant deux trimestres consécutifs de régression, l'économie marocaine entrerait en récession. Nous notons que la dernière récession enregistrée au Maroc a eu lieu en 1997 où l'économie nationale avait régressé de 1,56%. C'en est suivi un long et durable cycle de croissance ininterrompue jusqu'à nos jours. Aujourd'hui, la cause de la récession est de toute autre nature et provoque de graves conséquences, même pour les pays les plus développés. D'ailleurs, cette crise sanitaire a révélé l'extrême fragilité de l'économie mondiale.

A l'heure où notre pays réfléchit à un nouveau modèle de développement, il serait utile de tirer les conclusions nécessaires de cette expérience pour décider des valeurs sur lesquelles on souhaite établir notre contrat social, d'explorer de nouvelles orientations et de se remettre sur le chemin d'une croissance forte et inclusive afin de bâtir le Maroc de demain. C'est à ce niveau et par rapport à ces considérations que se situe notre problématique qu'on peut



formuler ainsi : **Quelle modèle de développement pour le Maroc après la crise sanitaire COVID-19 ?**

Afin d'apporter des éléments de réponse à notre problématique. Ce papier sera organisé de la manière suivante; dans la première partie nous présenterons les retombées négatives de la pandémie sur l'économie marocaine. Dans la deuxième partie, nous exposerons les mesures prises par les autorités pour absorber les chocs induits par le COVID-19, ainsi nous montrerons dans la dernière partie des choix à prendre en considération dans le cadre de la réflexion autour du nouveau modèle de développement qui permettra au royaume de renforcer son économie afin de faire face aux crises à venir.

1. Les premières retombées négatives de la crise sanitaire COVID-19 sur l'économie nationale :

Les dommages causés par le virus sont considérables et auront des conséquences à long terme sur notre économie qui s'est retrouvée partiellement à l'arrêt avec d'importants coûts économiques à couvrir en raison des mesures de confinement. En effet, certains secteurs ont montré des signes précoces de vulnérabilité qu'on détaillera ultérieurement.

1.1. L'Impact initial du COVID-19 sur le plan de croissance économique;

Pour le premier trimestre de 2020 un ralentissement de la croissance du secteur secondaire est possible, qui aurait crû de 0,5% contre les 1,6% initialement prévus. Aussi, la demande extérieure adressée au Maroc aurait régressé de 3,5%. (*La note de conjoncture, publiée le 8 avril 2020, le Haut Commissariat au Plan*)

Les exportations auraient connu un repli marqué de 22,8% au premier trimestre tandis que les importations auraient reculé de 4,8%.

En revanche, la consommation publique aurait crû de 3,2%, par rapport au premier trimestre 2020, consolidant les efforts des autorités pour répondre à la crise. Ces évolutions conduisent l'institut statistique du Royaume à revoir son chiffrage de la croissance. Ainsi l'économie marocaine aurait crû de 1,1% au T1 2020 et devrait se contracter de -1,8% au T2 2020, contre 1,8% et 2,1% prévus initialement. (*La note de conjoncture, publiée le 8 avril 2020, le Haut Commissariat au Plan*)



Du côté de Bank Al Maghrib, les derniers chiffres présentés à l'issue de son conseil du 17 mars 2020 font état d'une croissance du PIB de 2,3% pour 2020. Cette prévision, ne tenant pas compte de la progression de la pandémie au Maroc, sera sans doute revue à la baisse.

Du côté des institutions internationales, la Banque mondiale dans son scénario de Baseline prévoit un recul du PIB de 1,5% en 2020. Le Fonds monétaire international table lui sur un recul du PIB de 3,7% pour l'année 2020 et une reprise de 4,8% en 2021. (*La note de conjoncture, publiée le 8 avril 2020, le Haut Commissariat au Plan*)

Il faut souligner que la crise, qui se profile, se caractérise par des chocs négatifs sur l'offre et sur la demande liés à l'arrêt des chaînes de valeurs internationales et à la baisse généralisée des revenus à l'étranger. Ce qui résulte un recul des exportations, des importations, des investissements directs étrangers et des transferts des Marocains résidant à l'étranger. De ce fait, le compte courant se trouve sous pression de même que les réserves internationales de change qui se considère comme des éléments clés dans le modèle économique actuel du Maroc. Le choc d'offre entraîne un ralentissement marqué de l'activité économique par le biais de démantèlement provisoire des chaînes de valeurs nationales et l'arrêt de l'activité du secteur informel. Ce qui résulte une hausse substantielle de faillite d'entreprises en difficulté et par répercussion une augmentation du chômage (*El Jai, Y 2020*). En effet, concernant la demande intérieure HCP a observé une décélération du rythme de croissance de la consommation des ménages qui s'établirait à 1,2% en variation annuelle. Plus d'un tiers des salariés affiliés à la CNSS ont déclaré un arrêt d'activité. Or, en perdant leur emploi. A la fin du mois avril, ce sont 216000 entreprises qui se sont déclarées en arrêt total ou partiel d'activité.

1.2. L'impact de la crise sanitaire par secteur :

Le gel de l'activité économique provoqué par le Covid-19 a généré des impacts sociaux-économiques considérables, plusieurs secteurs sont concernés :

1.2.1. Le tourisme ;

L'impact de la crise sur ce secteur risque d'être lourd suite à l'arrêt du trafic aérien et au confinement qui ont pour conséquence directe la baisse, voire l'arrêt des activités d'hébergement, de restauration, des agences de voyages, des sociétés de transport touristique



et des sociétés de location de voitures. Le tourisme constitue le premier secteur exportateur avec 22% du total des exportations de biens et services.

L'impact initial de cette crise sur ledit secteur a été évalué (étude réalisée par la Confédération Nationale du Tourisme) à 34,1 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires touristiques en 2020 et de 14 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires pour l'hôtellerie, avec une chute globale de près de 6 millions de touristes (-98%), qui occasionnera une perte totale de 11,6 millions de nuitées. Et pas moins de 500.000 emplois et 8.500 entreprises seraient menacées. (Haut Commissariat au Plan)

1.2.2. Transport ;

La crise touche aussi le secteur des transports qu'il soit aérien, ferroviaire ou terrestre en raison des mesures de précaution appliquées et de la baisse de la demande. Concernant les transports aériens les pertes provoquées par le Covid-19 sont évaluées d'une part à 4,9 millions de passagers en moins et un manque à gagner de 728 millions de dollars. En plus des emplois menacés (plus de 225 000). Pour ce qui est du transport international des marchandises, certains opérateurs mettent l'accent sur une hausse de prix variant entre 50% et 75% au niveau du transport routier, correspondant à un surplus variant entre 2100 euros et 3 500 euros par livraison. (*Les estimations de l'Association internationale du transport aérien IATA*)

1.2.3. Automobile ;

Le secteur de l'automobile se voit en situation de suspension de l'ensemble de ses activités, cette décision revient à Renault et le PSA, principales locomotives du secteur automobile au Maroc. Une suspension qui pourrait avoir des répercussions sur les 180 000 employés par cette industrie, les 250 équipementiers automobiles opérant au Maroc, de plus le risque de compromettre les objectifs annoncés par le Ministre de l'industrie d'achever une capacité de production annuelle qui s'élève à 1 million de véhicules d'ici 2022 avec un chiffre d'affaires à l'export qui s'estime à 100 milliards de DH.

1.2.4. Le Textile ;

Ce secteur a souffert d'une manière drastique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'arrêt complet des activités d'un ensemble d'entreprises et usines, les problèmes d'approvisionnement liés à la grande partie des matières premières émanant de l'Asie et



finalement la baisse de la demande européenne sur le textile et l'habillement, notamment celle de l'Espagne et de la France qui épongent près de 60% des exportations du secteur de textile. Cette baisse significative de la demande a subitement provoqué une diminution des commandes en provenance des fournisseurs (les déclarations du président de l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement).

1.2.5. L'emploi ;

Cette situation a eu des répercussions sur l'emploi. En effet, 27% des entreprises auraient dû réduire temporairement ou définitivement leurs effectifs. Ainsi, près de 726000 postes auraient été réduits, soit 20% de la main d'œuvre des entreprises organisées. Par catégorie d'entreprises, cette proportion est de 21 % pour les TPE, 22% pour les PME et de 19% pour les GE. Par ailleurs, plus de la moitié des effectifs réduits (57%) sont des employés des TPME (très petites, petites et moyennes entreprises).

Les secteurs les plus touchés en termes de réduction d'emplois seraient principalement les services avec 245000 postes de travail, soit 17,5% de l'emploi total de ce secteur, suivi du secteur de l'industrie avec une réduction de 195000 postes, ce qui représente 22% de la main-d'œuvre dans ce secteur.

Le secteur de la construction aurait également enregistré une perte de près de 170000 postes d'emploi durant cette période, soit 24% de l'emploi global de ce secteur.

Par branche d'activité, l'industrie de l'habillement aurait enregistré une réduction de 34% de l'emploi total dans cette branche, suivie de celle de l'hébergement avec 31% des emplois réduits, puis les branches de la construction des bâtiments et de la restauration qui auraient réduit respectivement 27% et 26% de leurs effectifs.

Bien que les premiers effets de cette crise sanitaire soient très significatifs, mais il reste prématuré de faire un bilan des retombées de la dite crise sur l'économie nationale à long terme. Nous sommes encore au début de la crise, et nous ne savons pas où les choses iront, Certainement cette pandémie causera des dommages énormes au niveau de tous les secteurs des services et des chaînes de production, de produits de base qui ont été perturbés tant au niveau national qu'international ce qui nécessite de revoir nos choix économiques et par répercussion la reconsidération de nos priorités en matière de politiques publiques.



Afin de limiter les effets négatifs de cette crise, le royaume a pris un ensemble de mesures dès la détection des premiers cas du covid-19 ce qui nous a permis d'éviter des scénarios catastrophiques.

2. les mesures prises par les autorités publiques pour limiter la propagation du COVID-19 :

Depuis l'apparition des premiers cas du covid-19 sur le territoire national, il s'avérait tout de suite compris qu'il s'agissait d'une menace globale, les pouvoirs publics au lendemain des premiers signaux de l'épidémie ont établi un diagnostic afin de mettre en place une série de mesures préventives et instauré l'état d'urgence.

2.1. Sur le plan sanitaire ;

Le royaume dispose d'une infrastructure sanitaire, qui malgré les réformes, reste en deçà d'une couverture diversifiée et territorialement équilibrée. Réaliste quant à ses moyens sanitaires, le Royaume a déployé un plan d'action à plusieurs niveaux pour minimiser la portée de la chaîne de contamination de l'épidémie qui se résume comme suit :

- Des « Postes de Commandement Coronavirus » ont été mis en place aux échelles territoriales appropriées pour assurer la veille et la coordination avec les services sanitaires de l'identification et de la localisation de l'épidémie. Cette initiative a été renforcée par un verrouillage des frontières, une interdiction des rassemblements, la fermeture des écoles ainsi qu'un confinement obligatoire.
- L'achat d'équipement médical et hospitalier, l'achat et le renforcement des moyens de fonctionnement du ministère de la santé financé par une partie de ressources du « Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus 19 « Covid 19 ».
- L'augmentation et le réaménagement des capacités hospitalières et l'amélioration des conditions d'accueil des patients dans différentes villes du Maroc, le déploiement des hôpitaux militaires de campagne dans plusieurs villes en vue de renforcer le dispositif sanitaire civil en lits et équipements en



soins intensifs, le stockage de médicaments précisément la chloroquine produite par un groupe pharmaceutique installé au Maroc, en addition de la réadaptation des entreprises industrielles pour produire des respirateurs et sécuriser la production de masques.

- Le renforcement des capacités de dépistage par la programmation de l'achat de kits de dépistage et l'acquisition de divers tests de diagnostics rapide ainsi que la couverture territoriale des tests et analyses a été élargie.
- L'adaptation d'une gouvernance et une politique de communication basée sur l'information continue sur les médias sur le suivi de la situation sanitaire du pays, développement de supports éducatifs pour la sensibilisation en milieu scolaire, lancement d'une plateforme communautaire digitale.

Les mesures et les efforts fournis par le royaume sont hautement considérables. Selon la déclaration du chef de gouvernement nous étions capables d'éviter 200 cas de décès par jour. *''Cette épidémie causée par coronavirus covid-19 va disparaître prochainement en se basant sur les signes, les indices et les calculs mathématiques sont autant d'arguments justificatifs d'une telle conclusion sous l'hypothèse du respect des orientations des autorités et le maintien de confinement et d'hygiènes''*. (Rafiki ; 2020 ; page 4,).

2.2. Sur le plan économique :

2.2.1 Création d'un fonds de solidarité :

La première mesure de soutien a été la création d'un fonds spécial doté de 10 milliards de dirham pour contrecarrer les effets négatifs de la pandémie. A la date du 9 avril, près de 34 milliards de dirhams de dons ont été cumulés. Ces montants seront déductibles du résultat fiscal. En effet, Une part de dotation du fonds a pour objectif de soutenir l'économie face à la récession qui s'annonce, le fonds servira également à la sauvegarde des emplois et le lissage de l'impact social de la crise à travers des transferts ciblés. Les pouvoirs publics ont également appelé toutes les administrations, les entreprises et établissement publics à un rationnement des dépenses, exception faite des secteurs de la santé, de l'éducation et de la sûreté nationale.



2.2.2. Les mesures d'aides aux entreprises :

Afin de soutenir l'offre et pour limiter l'ampleur du choc sur le tissu productif, les autorités ont eu recours à une batterie de mesures :

- la CNSS a acté un report du paiement des cotisations sociales employeurs pour les mois de mars au mois de juin sans pénalité pour assurer la continuité de la production et sauvegarder les emplois.
- Sous l'égide du GPBM et de Bank Al Maghrib (BAM), un moratoire sur les crédits bancaires a été mis en place jusqu'au 30 juin 2020, sans pénalités. La caisse centrale de garantie a mis en place le produit « Damane Oxygène » à destination des TPME dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 200 millions de dirhams et des entreprises intermédiaires dont le CA est compris entre 200 et 500 millions de dirhams.
- la mise en place des mesures d'incitation fiscales en faveur des entreprises, la TGR a acté le report des échéances fiscales pour les entreprises dont le CA est inférieur à 20 millions de dirhams, du 31 mars au 30 juin 2020. Ce report porte sur les déclarations du résultat fiscal ainsi que les compléments d'IS dus au titre de l'exercice 2019 et le 1er acompte provisionnel exigible pour l'exercice en cours. Les entreprises ne remplissant pas le critère du CA peuvent s'adresser au ministère des finances pour un traitement au cas par cas de leurs demandes.

2.2.3. Absorber les chocs externes :

Un ensemble de mesure a été pris par les autorités afin d'absorber les chocs externes, il semble évident que l'objectif principal de celles-ci est de prendre le relais des investissements directs étrangers, des transferts courants et des recettes du tourisme, qui devront baisser suite à la contraction chez nos principaux pourvoyeurs. Il s'agit principalement:

- Le vote de la commission des finances du parlement, le 7 avril 2020, sur le dépassement du seuil d'endettement externe fixé dans la loi des finances 2020 à hauteur de 31 milliards de dirhams. En s'endettant à l'extérieur, le Maroc pourra à la fois allouer les fonds à la riposte économique et sanitaire mais aussi à lisser l'impact sur le compte courant.



- Le Maroc a également débloqué la ligne de précaution et de liquidité qu'il avait auprès du Fonds monétaire international, à hauteur de 3 milliards de dollars. Cette ligne aura pour objectif de renforcer les réserves internationales.
- Bank Al Maghrib aura alors toute la latitude de puiser dedans, si cela s'avère nécessaire, pour soutenir la parité du dirham.
- Le Maroc a tiré sur une ligne de crédit contractée auprès de la Banque Mondiale en décembre pour le financement des politiques de développement et des catastrophes naturelles. Le montant alloué s'élève à 275 millions de dollars
- Appel de l'administration des douanes à la réduction des importations de voitures au strict minimum via un courrier adressé à l'association des importations de véhicules au Maroc, dont le but est de réduire la pression sur les réserves de changes pour les utiliser à bon escient.
- Le ministère des finances et Bank Al Maghrib ont également annoncé le passage à la deuxième phase de flexibilité du régime de change par l'élargissement des bandes de fluctuation dans un intervalle de +/-5%. Cette mesure vise à limiter l'impact du choc externe du COVID19 sur les réserves de change du Royaume.
- Le Wali de Bank Al Maghrib a annoncé une baisse du taux directeur de 25 points de base à 2%. Il a également été prévu des mesures prudentielles visant à tripler les capacités de refinancement des banques par le biais d'opérations d'open market et de swap de changes, l'élargissement de la liste des collatéraux éligible pour ces opérations, l'allongement des maturités des opérations de refinancement ainsi que l'élargissement des programmes dédiés aux TPE aux crédits de fonctionnement.

Ces mesures économiques prises en urgence ont été actées avec un objectif clair des autorités de répondre à la détresse sociale posée par la progression de la pandémie. En effet, la perte d'emploi et les faillites d'entreprises engendrent la précarité et aggravent la situation des plus démunies. La campagne céréalière retenue tablait sur 70 millions de quintaux -une production



moyenne; avec la sécheresse qui s'installe, un tel chiffre est fortement revu à la baisse dans une fourchette de 30-40 millions au plus.

D'après les chiffres qu'on a présentés et les baisses probables, les prévisions de la loi de finance 2020 sont à revoir. C'est à ce niveau là qu'une loi de finances rectificative est évidente, elle doit prendre en compte les contraintes ainsi que les objectifs de la présente conjoncture.

2.3. Sur le plan social ;

L'Etat a mis en place une aide financière pour soutenir les différentes catégories de personnes dont le pouvoir d'achat et les conditions de vie ont été impactés par les mesures de l'état d'urgence sanitaire. Elle est gérée par le fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus « La Covid19 ».

Il a été décidé de les répartir en trois catégories : les salariés du secteur formel enregistrés à la sécurité sociale ; les actifs salariés, chômeurs ou actifs indépendants recensés par l'Etat dans le cadre d'un régime d'Assistance Médicale et les travailleurs de l'informel non recensés.

2.3.1 Les aides aux salariés du secteur formel ;

En vue de soutenir les ménages et de conserver leur pouvoir d'achat les autorités ont puisé dans les ressources du Fonds COVID-19 pour indemniser les ménages de ce secteur. Un ensemble de mesures ont été pris qui se résument comme suit :

- Chaque salarié, en arrêt temporaire du travail, recevra une indemnité forfaitaire de 2000 dirhams en complément des allocations familiales et de l'AMO.
- Report d'échéance de crédits à la consommation et les crédits immobiliers contractés par le ménage et ce jusqu'au 30 juin 2020.

2.3.2 Les aides aux travailleurs du secteur informel affiliés au registre RAMED ;

Les aides aux RAMedistes. Ils recevront des transferts à hauteur :

- 800 dirhams pour un ménage de deux personnes ;
- 1000 dirhams pour un ménage de trois à quatre personnes ;
- 1200 dirhams au-delà de quatre personnes ;



2.3.3. Les aides aux ménages précaires non affiliés au registre RAMED ;

Les ménages précaires non affiliés au registre RAMED opérant dans le secteur informel, recevront également des transferts équivalents aux montants des aides aux ménages affiliés au registre RAMED.

La gestion de la crise Covid 19 au Royaume a révélé des atouts indéniables de l'Etat et de la société quant à leur aptitude à relever des défis pareils. Une gestion qui nous a permis d'éviter le pire et qui a été salué par les pays avancés. En effet, les mesures prises par le royaume ont montré une forte capacité de décision des instances en charge de la pandémie, une innovation qui bat son plein et une action relativement rapide particulièrement de l'armée, la police, la gendarmerie, les forces auxiliaires, le staff de la santé, les enseignants et toute autorité concernée.

En réalité, une réflexion profonde de nos choix économique s'impose après cette crise sanitaire, l'apparition de ce virus a augmenté la prise de conscience de l'importance de se remettre sur le chemin d'une croissance forte et inclusive et d'adhérer sérieusement à la réforme du modèle de développement afin de bâtir le Maroc de demain.

Nous présenterons dans la partie qui suit des choix à prendre en considération dans le cadre de la réflexion autour du nouveau modèle de développement.

3. le modèle de développement après la crise sanitaire du COVID-19;

Suite à la crise sanitaire COVID-19 les priorités du Royaume ont été chamboulées. Cette dernière a mis à nu les défaillances de notre modèle actuel et a incité à prendre de l'importance d'adhérer sérieusement à la réforme du modèle de développement.

Aujourd'hui, au moment que notre pays réfléchit à un nouveau modèle de développement, il serait utile de profiter des expériences dures des autres pays ne pas répéter leurs erreurs de procrastination dans une réponse globale à cette épidémie mondiale ainsi de tirer les conclusions nécessaires de cette expérience afin de se remettre sur le chemin d'une croissance forte et inclusive. En effet, toutes les mesures prises jusqu'à maintenant ont servi à colmater les brèches et éteindre l'incendie afin de limiter les dégâts.

Maintenant que les dysfonctionnements sont dévoilés il est le temps de redessiner nos priorités et de réviser nos choix économique.



3.1. Au niveau économique ;

Le Maroc est un pays fortement dépendant de l'étranger aussi bien pour combler ses besoins que pour assurer la survie de plusieurs secteurs économiques (tourisme, offshoring, textile, automobile, transferts des MRE...) de ce fait, nous proposons;

- Renforcer la réflexion pour assurer une indépendance sur les plans alimentaire, sanitaire et technologique à travers une relocalisation nationale voire territoriale afin d'assurer un positionnement stratégique de précaution.
- Revoir nos politiques industrielles de manière à assurer un minimum d'autonomie, de rendre notre tissu économique plus homogène, moins dépendant pour les produits stratégiques et encore moins dépendant de la demande étrangère.
- Intégrer le secteur informel en vue de renforcer les ressources de l'état. Ce secteur entrave des pertes pour l'économie nationale et impact directement la compétitivité des entreprises environ 36 milliards de dirham de manque à gagner pour des charges fiscales et 6 milliards de dirhams pour les charges sociales. (*Étude Cabinet Roland Berger*)
- Eradiquer l'économie de rente sous toutes ses formes qui est nuisible et entrave le développement (*Seddiki S 2020*).
- Encourager par tous les moyens l'entreprise nationale et le «made in Morocco» » et le rendre effectif dans nos administrations, nos modes de vie afin de renforcer notre indépendance économique. (*JABRY. K 2020*)
- Aider les entreprises publiques ainsi que les PME à redémarrer leurs activités pour retrouver au plus vite leur vitesse de croisière et les empêcher de faillite (*Seddiki S 2020*).

3.2. Au niveau fiscal;

- Appliquer dans les plus brefs délais la réforme annoncée à la fiscalité en mettant en œuvre les recommandations des assises fiscales de mai 2019.
- Rationaliser les dépenses fiscales, progresser l'impôt, élargir l'assiette à travers notamment l'imposition progressive du secteur informel.
- Procéder à une augmentation des impôts pour renforcer les ressources de l'état.



3.3. Au niveau budgétaire ;

- Opérer un changement dans les priorités des dépenses de fonctionnement et d'investissement.
- Orienter une part plus conséquente aux secteurs vitaux principalement le secteur sanitaire et le secteur d'enseignement.
- Annuler toute dépense superflue et rationaliser l'utilisation des fonds publics.
- Remettre le service public au cœur des priorités, et non l'organisation administrative qui l'entoure.
- Renforcer le rôle la politique monétaire pour soutenir l'activité économique en pourvoyant le secteur bancaire de liquidités nécessaires et suffisantes tout en réduisant le taux directeur aux profils des banques commerciales.
- Assurer une coordination optimale entre la politique budgétaire et la politique monétaire.

3.4. Au niveau sanitaire;

Cette crise a démontré la grande fragilité de notre système sanitaire que l'on connaissait, mais qui sont aujourd'hui mises à nu par le Covid 19, Malgré une hausse constante du budget alloué à la santé les efforts consentis restent en deçà des attentes. A cela s'ajoute d'importantes disparités régionales en termes d'infrastructure, de dépenses et d'effectifs de santé. Aujourd'hui, il faut surmonter ces obstacles.

- Allouer un budget plus important au secteur sanitaire, encourager la recherche médicale dans certains domaines ;
- renforcer les effectifs de la santé et bonifier leurs rémunérations;
- Elaborer une cartographie de la santé;
- Reprendre le principe du service civil pour éviter les déserts médicaux,
- Assurer une gestion des soins et une prise en charge pour les plus démunis et un système de prise en charge préalable pour les soins lourds.
- Encourager la souveraineté de la production nationale en bien médicaux et renforcer l'industrie pharmaceutique ;
- Renforcer la planification pour la résilience du système de la santé marocain et encourager les politiques publiques, les projets et les investissements qui favorisent cette résilience et renforce ses dividendes (*Belghiti Alaoui, A 2020, page 6*)



- Redoubler les efforts pour incorporer les plans nationaux élaborés pour la sécurité sanitaire aux cycles de planification et de budgétisation annuels afin d'éviter les doubles emplois et les programmes parallèles et garantir une approche «pangouvernementale ».
- Renforcer la collaboration multisectorielle et du partenariat public-privé pour améliorer le fonctionnement du système de surveillance et e renforcement de l'autonomie du Maroc en matière de fabrication de médicaments, de dispositifs médicaux et de vaccins. Ce partenariat concerne aussi bien les prestataires et les industriels privés que la société civile et les médias, elle est un bon levier pour améliorer le dividende de la résilience du secteur de la santé. (Belghiti Alaoui, A 2020, page 7- 8)

3.5 Au niveau d'éducation ;

Au moment que le royaume a pris des mesures drastiques pour assurer la continuité d'éducation, un modèle d'enseignement à distance pour que les cours se poursuivent à domicile a été mobilisé mais nous avons affronté une triste réalité. De ce fait, nous préconisons une batterie de propositions ;

- Accélérer l'innovation technologique et numérique qui ne doit plus être de l'apanage du privé.
- Assurer un nouveau départ de la digitalisation.
- Développer l'enseignement à distance adossé à des «softs-skills» plus cohérents au regard des enjeux du pays;
- Assurer une planification plus rationnelle et anticipative pour le recrutement des enseignants;
- Exiger une formation pour les enseignants qui compte intégrer l'enseignement privé afin de lutter contre l'incompétence de certains d'eux.
- Doter les étudiants et les lycéens de PC de base «marocains» avec connexion de base Internet, bridée et à prix modique;
- Assurer un accès direct aux écoles supérieures en se basant uniquement sur les notes de l'examen régional et l'examen national sans prendre en considération les notes des contrôles continues en vue de renforcer la transparence et le principe d'égalité entre les étudiants du secteur public et privé.
- Obliger la maîtrise des outils digitaux dans tous les cursus scolaires;
- Accélérer la lutte contre l'analphabétisme ;



- Rendre obligatoire l'équipement en salle d'informatique pour toutes les écoles primaires;
- Poursuivre et accélérer les formations OFPPT pour les secteurs stratégiques;

3.6. Au niveau structurel ;

- Accélérer l'innovation technologique et la digitalisation pour faciliter le déploiement des aides et la digitalisation de certains services à travers l'accélération de la stratégie de l'administration numérique pour garantir un meilleur accès des citoyens aux services publics (Éducation et formation, soutien des ménages, services publics divers) (*El Hiri A, 2020*).
- Accompagner la stratégie nationale de l'inclusion financière et de tirer notamment profit des opportunités émanant de l'intelligence artificielle et de l'Open data, en devenant un producteur de contenus numériques et pas uniquement un consommateur.
- Assurer une mise à niveau territoriale du pays en accordant au chantier de la régionalisation avancée l'importance qu'il mérite.
- Structurer et équiper les centres hospitaliers afin d'assurer une couverture diversifiée et territorialement équilibrée.
- Réaliser des investissements publics de «rattrapage» dans les régions pauvres en termes d'infrastructure physique et d'infrastructure sociale et développer des chantiers communaux de proximité. (*Seddiki, A 2020*)

3.7 Au niveau social :

- Généraliser des programmes sociaux et la mise en place d'un organe de gestion de ces différents programmes pour que les aides cibles aillent véritablement aux personnes éligibles à travers l'accélération de la mise en place du registre social unique pour assurer la continuité de la vie sociale dans une situation de crise.
- Apporter des aides sociales mensuelles aux personnes vulnérables sans revenu. Le financement de cette initiative nécessite des réflexions, il s'agit de rationaliser les dépenses de l'état.
- Redéfinir le champ d'intervention de la caisse de compensation pour n'en faire bénéficier que les citoyens (exclure les entreprises par exemple pour le gaz, le sucre...).
- Réduire la chaîne de vente qui impacte fortement les prix.



- Repenser la politique fiscale pour les particuliers (actifs et retraités) en rendant l'impôt plus progressif.
- Développer les activités fortement créatrices d'emplois comme celles relevant de l'économie sociale et solidaire, les travaux d'intérêt public comme la plantation des arbres fruitiers, la régénération des forêts, la dépollution des plages, l'aide aux personnes en situation de handicap, l'accélération de la lutte contre l'analphabétisme en créant une «armée du savoir» pour lutter contre le chômage. (*Seddiki A 2020*)
- Réviser le code du travail en matière de défense du travailleur, de chômage partiel... et la réactivation du plan «CNJA» pour le recrutement de 500.000 salariés dans le privé (exonération charges relatives à ce type d'emploi) (*JABRY. K 2020*).

3.8. Au niveau politique ;

Depuis le déclenchement de la crise, les partis politiques à l'exception de quelques un sont carrément absents. Avec ce qu'ils coûtent à l'Etat, ils devraient au moins remplir leur rôle d'encadrement de la population. De ce fait, nous proposons ;

- Refonder les règles d'éligibilité pour nos futurs élus en exigeant des compétences précises : niveau d'études plus élevé, une expérience dans la gestion du pays ou d'instances nationales, une obligation de permanence accessible aux citoyens (*JABRY. K 2020*).
- Agir fermement contre les fake news en période de crise et renforcer la prise de parole par le Porte-parole du Gouvernement qui pourrait être accompagné de spécialistes à l'instar du modèle français.

Aujourd'hui, que le Royaume est en pleine réflexion de son nouveau modèle de développement, nous souhaitons de tirer des leçons de cette pandémie et de profiter des expériences dures des autres pays. Le secteur sanitaire et éducatif devront se positionner comme des secteurs stratégiques au Maroc avec toute la chaîne de valeur y afférente et de redessiner nos priorités en termes de production afin de rendre notre économie moins dépendante.

Nous n'avons présenté que des choix stratégiques et des propositions à mettre en œuvre et qui pourraient alimenter la réflexion générale sur le futur nouveau modèle de développement économique et social. Ces modestes propositions viendraient en sus de celles déjà mises en œuvre par le Gouvernement.



Conclusion :

"Les crises, les bouleversements et la maladie ne surgissent pas par hasard. Ils nous servent d'indicateurs pour rectifier une trajectoire, explorer de nouvelles orientations, expérimenter un autre chemin de vie", Carl Gustav Jung.

La crise sanitaire du COVID-19 a démontré l'extrême fragilité des économies même pour les pays les plus nantis dotés d'équipements sanitaires solides. Comme l'a rappelé Dalghlish (2020) dans son article de mars dernier paru dans The Lancet, ce sont les pays les mieux classés dans l'indice de sécurité sanitaire mondiale 2019 qui paraissent avoir les systèmes les moins résilients face au Covid-19. Ainsi, il a rappelé que le Covid-19 dément l'expertise mondiale en santé et toutes les classifications et les modèles préétablis de conception de la résilience des systèmes sanitaires. Toutefois, la crise sanitaire du Covid-19 peut être considérée comme un signal auquel tous les pays du monde doivent prêter attention. Dans ce contexte, il y aura certainement un avant et un après Covid-19 que ce soit pour l'économie mondiale ou l'économie nationale.

Au Maroc, la gestion de la crise a révélé des atouts indéniables de l'Etat et de la société quant à leur aptitude à relever des défis pareils. Une gestion qui a été louée par des pays avancés. Cette crise a augmenté la prise de conscience ne pas seulement de l'importance d'adhérer à la réforme du modèle de développement mais également de changer de paradigme où l'Etat doit assurer une capacité opérationnelle par le budget, une protection sociale à l'ensemble des citoyens et des services publics capables d'assurer l'intérêt général. Notre souhait est que le royaume arrive à tirer certaines leçons et de profiter des expériences des autres pays pour qu'il puisse réaliser des niveaux de croissances élevés dépassant les alentours de 3% auquel il est bloqué depuis des années.

Aujourd'hui, Nous sommes encore au début de la crise, et nous ne savons pas où les choses iront, ce qui nous laisse nous interroger : y'aura t-il une hypothétique seconde vague ? Pourrions-nous y remédier et palier à ses conséquences? Le monde doit-il aller vers la démondialisation, Ou bien peut-on gouverner la mondialisation de telle sorte qu'elle soit solidaire plus qu'économique ?



Bibliographie :

Belghiti Alaoui, A (2020), « Investir dans la sécurité sanitaire, maintenant plus que jamais », Policy Brief N°20-27, Policy Center for the New South

DalGLISH S.L. (2020). COVID-19 gives the lie to global health expertise. The Lancet, March 26, 2020

El Hiri, A (2020) « *les éventuelles répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le Maroc* ».

El Jai, Y (2020), « Comprendre le choc COVID-19: perspectives et réflexions », Opinion, April 1st, 2020, Policy Center for the New South.

Etude des chercheurs du Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins de Baltimore, USA, disponible: <https://www.lci.fr/international/carte-coronavirus-dans-le-monde-bilan-covid-19-pandemie-2019-ncov-virus-epidemie-etats-unis-espagne-italie-chine-france-allemagne-royaume-uni-turquie-bresil-les-pays-les-plus-touchees-2143601.html>

Haut-Commissariat au Plan, « Activité, emploi et chômage, premiers résultats (annuel), 2015» <https://www.hcp.ma/file/199277/>

Haut-Commissariat au Plan, l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises

Jabry, k (2020) Réflexion sur l'après-Covid-19 et le nouveau modèle de développement économique et social marocain.

Note de la délégation de l'Union européenne au Maroc : Covid-19 : quel impact sur l'activité économique nationale

Policy Center for the New South: policy paper la stratégie du Maroc face au covid-19

Rafiki, A (2020), La modélisation mathématique de propagation et de prédiction de l'épidémie Coronavirus Covid-19 au Maroc

Seddiki, A (2020) « *L'après covid-19 7 clés pour la relance* »

World Bank & United Nations, « Social and Economic Impact of the COVID 19 Crisis on Morocco : temporary analysis to assess the potential for International organizations to support national response », Drafted on March 2020